

Ukraine : Amnesty «maintient pleinement » son rapport critiqué par Kiev

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 3 heures,

Mis à jour il y a 2 heures

▶ Écouter cet article ⓘ

00:00/01:28 🔊



La secrétaire générale d'Amnesty International, Agnès Callamard. RONEN ZVULUN / REUTERS

Le proutident Zelensky avait en retour accusé l'ONG de «tenter d'amnistier l'état terroriste» de Russie.

Amnesty International a affirmé vendredi 5 août assumer pleinement de son rapport reprochant à l'armée ukrainienne de mettre en danger des civils dans sa résistance à l'invasion russe en installant des infrastructures militaires dans des zones habitées, violemment rejeté par Kiev.

«*Nous maintenons pleinement nos conclusions*», a déclaré la secrétaire générale de l'ONG, Agnès Callamard, à l'AFP par courrier électronique, soulignant qu'elles étaient «*fondées sur des preuves obtenues lors d'investigations de grande ampleur*» et

déplorant la réaction des autorités ukrainiennes. Elle a déploré la réaction des autorités ukrainiennes *«qui risque de paralyser une discussion légitime et importante de ces questions»* de protection des civils, précisant que le gouvernement n'avait pas répondu à une demande de réaction ou de commentaire avant la publication du rapport.

À VOIR AUSSI - Zelensky accuse Amnesty International de «tenter d'amnistier l'État terroriste» de Russie

L'ONG a *«clairement indiqué que les pratiques militaires ukrainiennes»* décrites dans son rapport, dont l'installation d'infrastructures militaires dans des écoles et des hôpitaux, *«ne justifient en rien les violations systématiques par la Russie du droit international humanitaire»*, a rappelé Agnès Callamard. *«Ignorer des violations commises par une partie privilégiée par rapport à l'autre ne serait pas une manière de rendre compte des droits humains»*, a-t-elle plaidé. Volodymyr Zelensky a estimé jeudi soir dans sa déclaration vidéo quotidienne que ce rapport mettait *«la victime et l'agresseur d'une certaine manière sur un pied d'égalité»*.

À VOIR AUSSI - L'Ukraine dénonce le rapport «injuste» d'Amnesty, qui l'accuse d'avoir mis en danger des civils